Communiqué de soutien aux opposants à l'aéroport de Notre-dame-des-Landes

Ce mardi 16 octobre, la préfecture de Loire-Atlantique a envoyé un impressionnant dispositif policier (plusieurs centaines de gendarmes et CRS avec hélicoptère et tenues anti-émeutes) vider et démolir sept lieux d'habitations expulsables sur la Zone d'Aménagement Différé de l'hypothétique futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

L'Union Régionale des syndicats CNT de Bretagne et Pays-de-la-Loire manifeste son soutien aux personnes expulsées de lieux qui ont, depuis trois ans, fait vivre ce bocage, débroussaillé des friches et où elles ont développé des activités socialement utiles telles qu'une ferme de production bio, des potagers, des jardins, une boulangerie...

Des expulsions qui servent un projet d'aéroport à l'inutilité flagrante, en dehors d'une volonté de croissance à tout prix, fuite en avant destructrice que nous sert le gouvernement PS. En effet, la
propagande honteuse des collectivités impliquées dans le projet est toujours bien incapable de prouver de façon crédible l'obsolescence de l'actuel aéroport Nantes-Atlantique. En aucun cas cela ne peut passer pour le « débat démocratique » dont on nous assure qu'il a eu lieu.

Le projet profite surtout à la multinationale du BTP Vinci qui doit le mettre en œuvre dans le cadre d'un partenariat public privé, qui associe l'investissement d'argent public aux profits des actionnaires du groupe.

L'UR CNT Bretagne Pays-de-la-Loire appelle à continuer le combat : Une expulsion, une autre occupation !